

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : Vendredi 2 Octobre 2020

Date d'affichage : Vendredi 2 Octobre 2020

OBJET :	Prise en charge des frais de déplacement liés à un rendez-vous médical professionnel
----------------	---

L'an deux mille vingt, le huit octobre, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents :	Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Mathilde LARGILLET, Coraline KULCZYCKI, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER
Absents ayant donné pouvoir :	Mr SOUMARE a donné procuration à Mme CARLIER R. Mr BRAHMA a donné procuration à Mr MERVILLE
Absents :	Mme VARLET
Secrétaire de séance :	Mme CARBOULET

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	30		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	30 + 2 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

La commune est conventionnée avec le Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord au service de la médecine préventive (visite biannuelle, de reprise, pour les femmes enceintes...) et doit obligatoirement faire appel à un médecin agréé pour certaines visites médicales professionnelles (embauche, temps partiel thérapeutique, aptitude physique et mentale...).

Délibération :

Vu	le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu	le Code du travail ;
Vu	la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu	l'article 41 du décret 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à la prise en charge des honoraires, autres frais médicaux et éventuellement les frais de transport,
Vu	le jugement rendu par la Cour Administrative d'Appel de Paris 01PA01288 du 8 novembre 2004,
Vu	le jugement rendu par le Conseil d'Etat 331746 du 16 février 2011,
Vu	l'avis du Comité Technique en date du 29 septembre 2020,
Considérant	que tout agent est tenu de se présenter à la visite médicale. Le refus de se présenter à la visite médicale fixée par la collectivité est passible d'une sanction disciplinaire pour désobéissance hiérarchique (art 28 Loi 83-634 du 13 juillet 1983). En revanche, aucune retenue sur salaire ne peut être appliquée.
Considérant	la délibération n°2019-11-28-D-13 en date du 28 novembre 2019 relative à la facturation de l'absence injustifiée d'un agent à une visite médicale ;

- Considérant que les agents sont amenés à se déplacer par leurs propres moyens, suite à une convocation de la médecine préventive ou d'un médecin agréé.
- Considérant qu'il appartient à la collectivité de prendre en charge les frais de déplacement des agents sollicités pour une visite médicale professionnelles ;

Le Conseil Municipal,

FIXE

Les modalités de remboursement des frais de transport des agents convoqués à une visite médicale professionnelle comme suit :

- La prise en charge des frais de transport est subordonnée à la présentation par l'agent de la convocation à la visite médicale professionnelle et du justificatif de transport.
- Les frais de transport sont pris en charge sur la base du trajet et du mode de transport les moins onéreux et compatibles avec l'état de santé du fonctionnaire.
- Pour l'utilisation de son véhicule terrestre à moteur, l'agent est indemnisé sur la base d'indemnités kilométriques dont les taux sont fixés par décret.
- L'agent peut bénéficier exceptionnellement d'un mode de transport mis à disposition par son employeur, selon la disponibilité des véhicules, mais dans ce cas, il ne peut prétendre au remboursement des frais de transport.
- L'agent qui utilise son véhicule personnel ou un véhicule mis à disposition est remboursé, le cas échéant, des frais d'utilisation de parcs de stationnement et de péage d'autoroute sur présentation des pièces justificatives.

Une délibération concordante sera prise par le CCAS.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.